

Les éditeurs canadiens demandent au gouvernement canadien de s'attaquer au monopole de Google/Facebook

- **Aucun recours aux fonds publics ou aux taxes à la consommation**
- **S'attaquer à la domination monopolistique des géants du Web**
- **Niveler les règles du jeu en matière de numérique, tel que recommandé dans le rapport**
- **Adopter le modèle australien comme politique**

Le 22 octobre 2020

Les éditeurs de médias d'information du Canada appellent aujourd'hui tous les partis politiques au Parlement à soutenir l'adoption de l'approche australienne pour lutter contre les pratiques monopolistiques de Google et de Facebook.

Au Canada, comme dans les démocraties de par le monde, les deux géants américains du Web contrôlent la grande majorité des recettes publicitaires en ligne et distribuent le contenu des journaux sans les compenser. Le modèle mis en œuvre en Australie permet de contrer ces pratiques monopolistiques et de niveler les règles du jeu dans le domaine numérique, sans frais pour les contribuables et sans qu'il soit nécessaire d'imposer des frais d'utilisation ou d'autres mesures.

La recommandation demandant au Canada d'adopter le modèle australien est présentée dans le [rapport intitulé *Niveler les règles du jeu en matière de numérique*](#), commandé par Médias d'Info Canada, qui a mené une analyse approfondie des mesures adoptées dans les démocraties du monde entier pour faire face à ce même défi.

Médias d'Info Canada représente plus de 90 % du lectorat des médias d'information au Canada, en représentant des publications d'information quotidiennes, régionales, communautaires et ethnoculturelles.

« Les Canadiens apprécient des médias d'information forts, diversifiés et indépendants et ceux-ci sont essentiels à notre démocratie », a déclaré Jamie Irving, vice-président de la société d'édition Brunswick News Publishing et président du groupe de travail de Médias d'Info Canada. « Publier de vraies nouvelles coûte de l'argent, et Google et Facebook – deux des plus grandes entreprises du monde – ne peuvent continuer à être autorisées à faire du resquillage sur le dos des éditeurs de médias d'information canadiens qui produisent des contenus d'actualité, sans que ces derniers ne soient compensés de manière équitable. Nous avons entendu l'engagement creux des géants mondiaux du Web en faveur du journalisme et de la compensation symbolique. Le temps est venu de s'attaquer aux géants du Web, comme l'a indiqué le gouvernement fédéral en septembre dernier. ».

Voici les éléments clés du modèle australien:

- Une approche efficace qui n'entraîne aucun nouveau financement public, aucune taxe à la consommation, ni aucun frais d'utilisation.

- Les éditeurs, avec l'approbation du gouvernement, forment une unité de négociation collective pour négocier une compensation pour l'utilisation de leur contenu et de leur propriété intellectuelle. Ce n'est que grâce à cette approche collective que l'immense pouvoir monopolistique des géants du Web pourra être contré et que les règles du jeu en matière de numérique pourront être nivelées.
- Un code de conduite pour s'assurer que les monopoles du Web n'utilisent pas de nouveaux algorithmes et d'autres technologies propriétaires pour étendre leur domination du marché et engendrer des pratiques de concurrence déloyale.
- Une application rigoureuse. Selon le modèle australien, les géants du Web sont soumis à des amendes de plusieurs centaines de millions de dollars pour une seule infraction. Des sanctions de cette ampleur sont les seuls moyens efficaces pour freiner des entreprises de cette taille qui ont un pouvoir sans précédent.
- Un contexte comparable. Les éditeurs canadiens et australiens sont confrontés à des défis importants face aux géants du Web. Le Canada et l'Australie partagent de fortes identités régionales et des systèmes parlementaires et juridiques semblables.

Au Canada, Google et Facebook contrôlent 80 % de tous les revenus publicitaires en ligne. Ils utilisent leur contrôle monopolistique non seulement pour détourner la publicité des éditeurs de médias d'information, mais aussi pour détourner les millions de revenus publicitaires investis sur les sites de médias d'information. Même lorsque les annonceurs paient spécifiquement pour faire de la publicité sur les sites de médias d'information, Google et Facebook conservent la majeure partie de ces revenus, tout en recueillant et en utilisant à leurs propres fins les données sur les lecteurs et les annonceurs des sites de médias d'information.

« Le pouvoir et la domination incontrôlés de Google et de Facebook ont d'importantes répercussions sur les médias d'information du monde entier et le Canada est confronté au même défi, » a déclaré Jamie Irving. « Cela va au-delà des préoccupations concernant l'abus de la vie privée des citoyens et leur rôle dans la diffusion de la désinformation. Le Canada a la responsabilité de faire preuve de leadership sur ces questions importantes. »

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son discours du Trône du 23 septembre que « le gouvernement agira pour que leurs revenus soient partagés plus équitablement avec nos créateurs et nos médias, et exigera également qu'ils contribuent à la création, à la production et à la distribution de nos histoires, à l'écran, dans les paroles, dans la musique et dans les écrits. »

Médias d'Info Canada demande au gouvernement de s'attaquer, sans plus tarder, aux géants du Web et d'adopter le modèle australien au Canada.

Les PDG des entreprises suivantes dirigent les discussions avec le gouvernement du Canada, notamment Glacier Media, Black Press, Torstar, Postmedia, Globe and Mail, La Presse, Québecor et Brunswick News.

Médias d'Info Canada est la voix de l'industrie des médias imprimés et numériques du Canada. Médias d'Info Canada a vu le jour à la fin de 2016 lorsque ses membres ont décidé de jumeler l'Association canadienne des journaux (ACJ) et la Canadian Community Newspaper Association (CCNA) et représente des centaines de journaux de confiance dans chaque province et territoire. En tant que défenseur des politiques publiques, Médias d'Info Canada permet aux quotidiens et aux médias communautaires d'un océan à l'autre de parler d'une seule voix lorsqu'ils défendent leurs intérêts auprès des gouvernements, des organismes de réglementation et du grand public. À ce titre, Médias d'Info Canada surveille, analyse et fait pression contre les lois potentiellement nuisibles aux médias d'information et à la liberté de la presse.